Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 mai 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal fixant les règles d'attribution des bureaux de recette des contributions directes consécutivement au reclassement général, a donné en sa séance du 27 juin 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e Mei 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de regelen tot toekenning van de ontvangkantoren der directe belastingen ingevolge de algemene herklassering, heeft ter zitting van 27 Juni 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL FIXANT LES REGLES D'ATTRIBUTION DES BUREAUX DE RECETTE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES CONSECUTIVEMENT AU RECLASSEMENT GENERAL.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels
du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1920 qui porte organisation de l'Administration des contributions directes dans les provinces;

Vu l'arrêté royal du 28 avril 1928 portant classification des bureaux de recette des contributions directes;

Vu l'arrêté du Régent du 19 décembre 1946 portant fixation du cadre organique et des barèmes du personnel du Ministère des Finances, modifié notamment par l'arrêté du Régent du 18 mai 1949 fixant le cadre des receveurs des contributions directes;

Considérant que le reclassement général des bureaux de recette des contributions directes aurait pour conséquence, eu égard aux dispositions de l'article 71 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, de remplacer un grand nombre de receveurs des contributions directes par de nouveaux titulaires;

Considérant que l'exécution de mesures aussi radicales serait de nature à compromettre la bonne marche des services à une époque où l'accélération du recouvrement des impôts s'avère d'une nécessité impérieuse;

Considérant qu'il s'indique, dès lors, de prendre des dispositions propres à réduire le nombre de mutations;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale du Ministère des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Lorsque par suite du reclassement, un bureau de recette des contributions directes est rangé

.../...

dans une classe inférieure, le receveur intéressé est invité à solliciter son affectation à un bureau dont la classe correspond au moins à celle dans laquelle est, avant déclassement, rangé le bureau auquel il est présentement attaché. Ces mutations sont considérées comme devant être réalisées dans l'intérêt du service. La priorité est donnée aux intéressés qui n'obtiennent pas un avancement de classe par rapport à leur situation ancienne.

Ces mutations doivent être réalisées dans un délai de trois ans à compter de la date de l'arrêté ministériel qui portera classification nouvelle des bureaux de recette des contributions directes.

§ 2. Dans l'intervalle, les receveurs dont il est question au § 1er et qui sont signalés au moins par la mention "bon" conservent, à titre transitoire et personnel, le bénéfice du barème actuel.

Ce bénéfice ne sera conservé à titre personnel et au delà de la 3ème année, qu'aux intéressés dont le maintien dans un bureau d'une classe inférieure sera uniquement dû à des circonstances indépendantes de leur volonté.

§ 3. A défaut de se conformer au § 1er, ces receveurs ne bénéficieront plus, à partir de la 4ème année, que du traitement correspondant à la nouvelle classe de leur bureau.

Article 2.-

§ 1er. Les receveurs des contributions directes, titulaires de bureaux rangés dans une classe supérieure, sont promus au grade afférent à la classe nouvelle, pour autant qu'ils soient signalés au moins par la mention "bon" et qu'ils aient géré ces bureaux pendant au moins trois ans à la date du reclassement.

Ils ne pourront toutefois obtenir une mutation ou promotion qu'après avoir géré ces bureaux au moins pendant deux ans à compter de la date de l'arrêté ministériel qui portera classification nouvelle des bureaux de recette des contributions directes.

§ 2. Le bureau qui passera d'emblée de la 3ème ou de la 4ème classe à la 1ère classe, ou de la 4ème à la 2ème classe, sera mis en compétition. Le titulaire qui aura géré ce bureau pendant au moins trois ans, a priorité pour postuler un bureau de la classe immédiatement supérieure; cette priorité est toutefois primée par celle qui est visée à l'article 1er, § 1er.

Article 3.-

Le signalement à prendre en considération sera celui établi au mois de septembre 1949, à moins que l'agent soit devenu insuffisant depuis lors.

.../...

Article 4.-

Après attribution des bureaux de recette dans les conditions fixées à l'article 2, § 1er, les bureaux restant sans titulaire ainsi que ceux qui deviendront vacants par la suite seront mis en compétition.

L'attribution de ces bureaux se fera d'après les règles suivantes :

1° les recettes principales des contributions directes sont attribuées aux candidats receveurs de 1ère classe ou, à leur défaut, à ceux de 2ème classe, signalés au moins par la mention "bon", recrutés avant le 1er avril 1925 et qui, en vertu des dispositions de l'arrêté du Régent du 8 octobre 1945, sont dispensés de l'épreuve d'accession au grade de receveur principal des contributions directes. Le classement est établi suivant l'ancienneté dans la 2ème catégorie, compte tenu du signalement. Les fonctionnaires de la 1ère catégorie qui, antérieurement, n'ont pas été nommés au grade de receveur des contributions directes, ne sont pas admis à postuler ces emplois;

2° pour l'attribution des recettes des contributions directes de 1ère classe, il est tenu compte de la priorité prévue à l'article 1er, § 1er.

Les bureaux qui sont vacants après l'application de cette priorité sont attribués aux candidats receveurs des contributions directes de 2e classe et vérificateurs, anciens receveurs de 2e classe, ou, à leur défaut, aux receveurs de 3e classe et vérificateurs, anciens receveurs de 3e classe, signalés au moins par la mention "bon". A égalité de signalement, l'ancienneté dans la 2e catégorie départage les candidats;

.../...

3° pour l'attribution des bureaux de recette de 2ème classe, il est tenu compte des priorités prévues aux articles 1er, § 1er, et 2, § 2.

Les bureaux qui sont vacants après l'application de ces priorités sont attribués aux receveurs de 3ème classe et vérificateurs, anciens receveurs de 3ème classe, ou, à leur défaut, aux receveurs de 4ème classe et aux vérificateurs, anciens receveurs de 4ème classe. A égalité de signalement, l'ancienneté dans la 2ème catégorie départage les candidats;

4° pour l'attribution des bureaux de recette de 3ème classe, il est d'abord tenu compte des priorités prévues aux articles 1er, § 1er, et 2, § 2.

Il sera ensuite fait appel successivement aux receveurs de 4ème classe, aux vérificateurs, anciens receveurs de 4ème classe, et enfin aux candidats n'ayant pas actuellement le grade de receveur.

A égalité de signalement, l'ancienneté dans la 2ème catégorie départage les candidats;

5° les bureaux de recette de 3ème classe et de 4ème classe qui ne sont pas attribués aux receveurs de 4ème classe et aux vérificateurs, anciens receveurs de 4ème classe, sont attribués aux agents du cadre auxiliaire candidats receveurs.

Les agents de la 2ème catégorie sont écartés, à l'exception toutefois des anciens agents du cadre auxiliaire candidats receveurs.

A égalité de signalement, l'ancienneté dans la 3ème catégorie départage les candidats.

.../...

Article 5.-

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 1er, § 2, alinéa 2, le présent arrêté n'aura d'effet que pour une période de trois ans à compter de la date de l'arrêté ministériel portant le reclassement général des bureaux de recette des contributions directes.

Article 6.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE REGELEN TOT TOEKENNING VAN DE ONTVANGKANTOREN DER DIRECTE BELASTINGEN INGEVOLGE DE ALGEMENE HERKLASSERING.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel ;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 Mei 1920 betreffende de inrichting van het Bestuur der directe belastingen in de provinciën ;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 April 1928 houdende rangschikking van de ontvangkantoren der directe belastingen ;

Gelet op het besluit van de Regent van 19 December 1946 houdende vaststelling van het organiek kader en van de weddeschalen van het personeel van het Ministerie van Financiën, onder meer gewijzigd bij het besluit van de Regent van 18 Mei 1949 houdende vaststelling van het kader van de ontvangers der directe belastingen ;

.../...

Overwegende dat de algemene herklassering van de ontvangkantoren der directe belastingen, gelet op het bepaalde in artikel 71 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, als gevolg zou hebben een groot aantal ontvangers der directe belastingen door nieuwe titularissen te vervangen;

Overwegende dat de uitvoering van dergelijke radicale maatregelen van die aard zou zijn dat zij de goede werking der diensten in gevaar brengt op een tijdstip dat de bespoediging van de invordering der belastingen een gebiedende noodzakelijkheid is;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is, passende maatregelen te nemen om het aantal mutaties te doen afnemen;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van het Ministerie van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

§ 1. Wanneer een ontvangkantoor der directe belastingen ingevolge de herklassering in een lagere klasse wordt gerangschikt, wordt de belanghebbende ontvanger uitgenodigd om zijn overplaatsing aan te

.../...

vragen naar een kantoor waarvan de klasse ten minste overeenstemt met die waarin het kantoor waaraan zij alsdan verbonden zijn, vóór de herklassering was gerangschikt. Die overplaatsingen worden beschouwd als uit te voeren in het belang van de dienst. Voorrang wordt verleend aan de belanghebbenden die geen bevordering van klasse bekomen in verhouding tot hun vroegere toestand.

Die overplaatsingen moeten geschieden binnen een termijn van drie jaar ingaande op de datum van het ministerieel besluit houdende herklassering van de ontvangkantoren der directe belastingen.

§ 2. Inmiddels blijven de ontvangers waarvan sprake in § 1 en die ten minste met de vermelding "goed" zijn gesignaleerd, bij wijze van overgangsmaatregel en voor hen persoonlijk, hun huidige weddeschaal genieten.

Na het derde jaar blijven alleen die weddeschaal voor hen persoonlijk genieten, de belanghebbenden wier behoud in een kantoor van een lagere klasse uitsluitend te wijten is aan omstandigheden buiten hun wil.

§ 3. Wanneer zij zich niet voegen naar § 1, genieten die ontvangers met ingang van het vierde jaar slechts de wedde die overeenstemt met de nieuwe klasse van hun kantoor.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. De ontvangers der directe belastingen, titularissen van in een hogere klasse ingedeelde kantoren, worden bevorderd tot de graad overeenstemmend met de nieuwe klasse, voor zover zij ten minste met de vermelding "goed" gesignaleerd zijn en zij deze kantoren ten minste drie jaar beheerd hebben op de datum van de herklassering.

Zij komen evenwel voor overplaatsing of bevordering slechts in aanmerking na bedoelde kantoren beheerd te hebben gedurende ten minste twee jaar ingaande op de datum van het ministerieel besluit dat de herklassering var de ontvangkantoren der directe belastingen zal vastleggen.

§ 2. Het kantoor dat dadelijk van de 3e of de 4e klasse naar de 1e of van de 4e naar de 2e klasse overgaat, wordt in competitie gesteld. De titularis die dat kantoor gedurende ten minste drie jaar heeft beheerd, heeft voorrang bij het begeven van een kantoor van een onmiddellijk hogere klasse; deze voorrang echter wordt voorbijgestreefd door die welke in artikel 1, § 1, is bedoeld.

Artikel 3.-

Het in aanmerking te nemen signalement is dat opgemaakt in September 1949, tenzij het personeelslid sindsdien geen voldoening meer geeft.

.../...

Artikel 4.-

Na toekenning van de ontvangkantoren in de voorwaarden bij artikel 2, § 1, bepaald, worden de kantoren die zonder titularis blijven en die welke later zullen openvallen in competitie gesteld.

Bij de toekenning van die kantoren worden de volgende regelen gevolgd :

1° de hoofdontvangkantoren der directe belastingen worden toegekend aan de candidaten, ontvangers 1e klasse, of, bij ontstentenis daarvan, aan die van 2e klasse die ten minste met de vermelding "goed" gesignaleerd zijn, vóór 1 April 1925 aangeworven zijn en krachtens de bepalingen van het besluit van de Regent van 8 October 1945 vrijgesteld zijn van het examen voor bevordering tot de graad van hoofdontvanger der directe belastingen. De rangschikking wordt opgemaakt volgens de anciënniteit in de 2e categorie. De ambtenaren van de eerste categorie die voorheen niet tot ontvanger der directe belastingen zijn benoemd, mogen naar deze betrekkingen niet dingen ;

2° voor de toekenning van de ontvangkantoren der directe belastingen 1e klasse, wordt rekening gehouden met de voorrang in artikel 1, § 1, bepaald.

De ontvangkantoren die na de toepassing van deze voorrang niet bezet zijn, worden toegekend aan de candidaten, ontvangers der directe belastingen 2e klasse, en verificateurs, gewezen ontvangers 2e klasse, of, bij ontstentenis daarvan, aan de ontvangers 3e klasse en verificateurs, gewezen ontvangers 3e klasse, ten minste met de vermelding "goed" gesignaleerd. Bij gelijk signalement, is de anciënniteit in de tweede categorie beslissend;

.../...

3° voor de toekenning van de ontvangkantoren 2e klasse wordt rekening gehouden met de voorrang in de artikelen 1, § 1, en 2, § 2, bepaald.

De ontvangkantoren die na de toepassing van deze voorrang niet bezet zijn, worden toegekend aan de ontvangers 3e klasse en verificateurs, gewezen ontvangers 3e klasse, of, bij ontstentenis daarvan, aan de ontvangers 4e klasse en aan de verificateurs, gewezen ontvangers 4e klasse. Bij gelijk signalement is de anciënniteit in de tweede categorie beslissend;

4° voor de toekenning van de ontvangkantoren 3e klasse wordt vooreerst rekening gehouden met de voorrang in de artikelen 1, § 1, en 2, § 2, bepaald.

Daarna wordt een beroep gedaan, in volgorde, op de ontvangers 4e klasse, op de verificateurs, gewezen ontvangers 4e klasse, en ten slotte op de candidaten die thans de graad van ontvanger niet hebben.

Bij gelijk signalement, is de anciënniteit in de 2e categorie beslissend;

5° de ontvangkantoren 3e klasse en 4e klasse welke niet toegekend worden aan de ontvangers 4e klasse en aan de verificateurs, gewezen ontvangers 4e klasse, worden toegekend aan de personeelsleden van het hulpkader, die candidaat ontvanger zijn.

De personeelsleden van de tweede categorie worden uitgesloten, met uitzondering echter van de gewezen personeelsleden van het hulpkader die candidaat ontvanger zijn.

Bij gelijk signalement, is de anciënniteit in de 3e categorie beslissend.

.../...

Artikel 5.-

Behoudens het bepaalde in artikel 1, § 2, tweede lid, heeft dit besluit slechts uitwerking gedurende een periode van drie jaar ingaande op de datum van het ministerieel besluit houdende algemene herklassering van de ontvangkantoren der directe belastingen .

Artikel 6.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Eerste-Minister,
De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.